

Les mille sources de la Colère

N° 144

AVRIL 2021

EDITO

Avril est là, avec sa traditionnelle campagne d'impôt sur le revenu. Celle de l'an dernier a été, à l'image du pays, mise en sommeil forcé. Mais, cette année, le cru risque encore de laisser un goût amer. Passons sur les sempiternelles suppressions d'emplois, les personnels et encadrants qui courent dans tous les sens pour tenter de garder la barque à flot et qui, au final, se trompent souvent de colère en s'en prenant au collègue d'avoir loupé un truc, une bricole. La colère devrait être verticale, elle est devenue horizontale. Passons sur les trésoreries qui ne recevront plus le public, ne distribueront plus d'imprimés, n'encaisseront plus d'espèces, c'est la disparition du dernier service au public dans certains cantons. Passons sur les services des impôts des entreprises qui se replient sur eux-mêmes, se réduisent comme peau de chagrin. Partout la même réponse, internet, la dématérialisation, l'Accueil Par Rendez-vous et, surtout, le dévouement des second-couteaux pour faire passer le message et dissuader la populace d'oser se déplacer dans les services. L'hospitalier, le contrôle fiscal, les géomètres, les services de la direction, tout le monde y passe, où y passera.

Deux ans après le lancement de ce qui devait devenir le Nouveau réseau de Proximité, certains et certaines osent encore dire que leur service ne fermera pas, que leur régime indemnitaire ne sera pas revu à la baisse, ou qu'ils viennent juste de l'apprendre. Les messages, les visites de services et même, ironie du sort, les messages de la direction sur Ulysse 19 n'ont pas touché ces doux rêveurs, déni absolu.

Que reste-t-il pour nous divertir ? La loi transformation de la fonction publique, la fin des CAP, l'obéissance omniprésente des directeurs et directrices qui, dans le marasme général, se sentent pousser des ailes et se laissent aller à croire qu'ils peuvent agir comme leurs homologues du privé, avec les mêmes prérogatives, le même droit de vie et de mort sur les chaînes de production modernes. Ils rêvent tout éveillés, car ils disparaîtront, également, et peut être même plus rapidement, sur le tapis roulant de la privatisation qui éloigne inexorablement l'administration de ses missions.

À nos questions pas de réponse, ou alors à côté, à chaque bassesse décelée une explication dénuée de remords, à chaque vilénie détectée l'absolution donnée par le copain qui a fait bien pire la semaine d'avant. En toute opacité, la Direction dévoile néanmoins son jeu avec le sourire. Elle collabore, le doigt sur la couture, à ce qu'ordonnent les Saigneurs de Bercy qui sont tellement fiers de leurs agissements que leurs déplacements dans les services se font presque dans la clandestinité : les agents les découvrent souvent à travers quelques photos avec des collègues triés sur le volet. Le volet...Mais pas le volet social, car ce dernier importe peu aux ministres, au DG. Seules comptent les suppressions d'emplois et de services. Le dialogue social ? Une chimère agitée devant les gogos, un paravent pour se donner bonne conscience, pour se dédouaner. Vous en voulez encore ? Ne vous impatientez pas, ça vient, et beaucoup plus vite que vous ne le pensez, mais rien n'est écrit d'avance : **À nous de mener le combat, collectivement, pour l'avenir de nos missions et de nos services !**

Ce numéro est dédié à la mémoire de notre ancienne collègue du PCE, Martine SCHOONZETTERS.

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<

Contacts

mail cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr

tél : 07 66 81 95 30

Au chevet de l'hospitalier

Pour la création de la trésorerie hospitalière, le casting est au point mort, encore un grand succès des producteurs de Bercy. Feront-ils appel, une fois de plus, aux jeunes premiers sortis des écoles qui n'auront pas du tout prévu de dérouler leur carrière en Corrèze ? À quand le clap de fin de cette mascarade ?

Six mois qu'il disait

Nous ne savons toujours pas si la ministre de la Transformation et de l'Action Publique, Amélie de Montchalin, en visite expresse et secrète en Corrèze le 12 mars dernier, a pu évoquer avec notre nouvelle Numéro 1 la résistance des 91 élus de la Com-Com de Haute Corrèze qui ont voté le 17 décembre, à l'unanimité, une nouvelle motion contre le NRP. Ça fait deux ans que ça fait six mois.

Un maire amer

Dans la montagne du 15 mars, le président de l'association des maires de la Corrèze, ardent défenseur du NRP et de sa Maison France Service, se plaignait qu'il y avait trop de maires dans le département. Trop de maires, ou trop qui n'adhèrent pas à ses idées ? Le nombre de motions votées contre le NRP est un élément de réponse.

Le boomerang toulousain

L'ancien numéro 2 des Finances Publiques d'Occitanie est en attente d'un procès pour recel de prise illégale d'intérêt, complicité de prise illégale d'intérêt, violation du secret professionnel, concussion et corruption. Si la présomption d'innocence doit prévaloir, nous pouvons néanmoins nous souvenir, avec ironie, qu'en avril 2019 la DRFIP31 procédait, sans scrupule, à une saisine en référé du tribunal administratif contre une quarantaine d'agents qui osaient défendre leurs missions et leur outil de travail. Menacés de sanctions disciplinaires ou d'actions en justice, la justice déboutait la Direction. Nous adressons, une nouvelle fois, un salut fraternel à nos collègues toulousains, que la justice passe !

Extorsion en bande organisée

Suite à leurs demandes d'explications auprès de la direction, des collègues retoqués à la liste d'aptitude se sont vu répondre, noir sur blanc, qu'adhérer aux réformes en cours pourrait favoriser l'examen de leur dossier. Le procédé tient en deux mots: chantage et discrimination. Nous ne le répéterons jamais assez : exigez un écrit, systématiquement.

Ne quittez pas

Avril 2006, le 12, numéro historique des renseignements de France Télécom, ne répond plus. Avril 2021, la DGFIP remplace les numéros directs par un 08 sur les déclarations des revenus. Destins croisés ?

République Démocratique de Corrèze

Le CHS a décidé de cofinancer de nouveaux-fauteuils pour les agents du CFP de Brive, avec la direction. Cette dernière a donc envoyé les devis à tous les collègues, leur laissant croire qu'ils pouvaient choisir... Or la commande était déjà passée en catimini par la direction ! Il y a comme un goût de banane, non ?

Gontran Royer's Hollywood Boulevard

Une récente chute dans le ragréage encore frais du CFP de Brive nous donne l'occasion de rappeler que, quand un chantier est interdit au public, c'est valable pour tout le monde.

Panier garni et bon d'achat

Félicitations aux heureuses gagnantes de la souscription nationale de la CGT Finances Publiques.

Pouah des gueux

À partir de ce jour, les Ministres, comme le DG, communiqueront à l'avance leurs déplacements dans les services et viendront à la rencontre des agents, de tous les agents, pas seulement de cadres supérieurs triés sur le volet !

**Des agents, de si près,
est-ce bien raisonnable?**

